



**ARRÊTÉ**  
**portant décision d'examen au cas par cas**  
**en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**  
**Modification des capacités de stockage d'un centre de transit de déchets non dangereux**  
**sur la commune de Saint-Père-en-Retz (44)**  
**GRANDJOUAN SACO**

La préfète de la région Pays de la Loire  
Officier de la légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du mérite

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté de la préfète de région n°2017/SGAR/DREAL/630 du 4 octobre 2017 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2017-2901 relative à la modification des capacités de stockage d'un centre de déchets non dangereux sur la commune de Saint-Père-en-Retz, déposée par Grandjouan Saco et considérée complète le 22 décembre 2017 ;

Considérant que le projet concerne la modification des capacités de stockage en déchets non dangereux d'un centre de transfert de déchets autorisé par arrêté préfectoral en date du 30 juin 2009, au sein d'une zone industrielle située sur la commune de Saint-Père-en-Retz ;

Considérant que le centre de transit des déchets accueille actuellement des ordures ménagères, du verre et des emballages (papiers, cartons, plastiques) avant de les évacuer vers des filières de recyclage ; que l'exploitant souhaite diminuer ses capacités de stockage relatives aux ordures ménagères et augmenter celles relatives aux activités emballages et verre ;

Considérant que les activités projetées seront réalisées sur les espaces existants dédiés à la gestion des déchets et dans les mêmes conditions que la phase d'exploitation actuelle ; que l'activité ne nécessite pas de modification physique du site, à l'exception d'un équipement pour la maîtrise du risque incendie (principal enjeu du projet), et que la gestion des eaux pluviales n'est pas modifiée par le projet ;

Considérant que les déchets susceptibles d'émettre des nuisances olfactives seront stockés à l'intérieur du bâtiment et que la quantité d'ordures ménagères présente sur le site sera considérablement diminuée ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

### **ARRÊTE :**

#### **Article 1er :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de modification des capacités de stockage d'un centre de déchets non dangereux sur la commune de Saint-Père-en-Retz, est dispensé d'étude d'impact

#### **Article 2 :**

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

#### **Article 3 :**

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. François Laforest et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le 25 JAN. 2018

Le directeur adjoint,



Philippe VIROULAUD

Délais et voies de recours
----------------------------

#### **1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

**Recours administratif préalable obligatoire**, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Madame la préfète de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :**

#### **2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

**Recours gracieux :** Madame la préfète de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :** Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense cédex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux : Tribunal administratif compétent**

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).